



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIDEAU Philippe (ex DLB)

32 chemin de la Cavernière
33450 Saint-Loubès

Références : 26-300
Code AIOT : 0003101787

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement VIDEAU Philippe (ex DLB) implanté 3 route des Valentons 33450 Saint-Loubès. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIDEAU Philippe (ex DLB)
- 3 route des Valentons 33450 Saint-Loubès
- Code AIOT : 0003101787
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DÉMOLITIONS LOCATIONS BENNES (DLB), située au 3 route des Valentons à SAINT LOUBES (33450), est une société de location de bennes à destination des particuliers et des professionnels. Cette société n'a bénéficié d'aucun récépissé de déclaration, ni d'aucun arrêté d'enregistrement et d'autorisation au titre de la réglementation des installations classées.

Le site est localisé sur la parcelle cadastrale N° 1844 section B et couvre une surface totale d'environ 50 000 m².

Suite à une plainte, une inspection a été réalisée en septembre 2016. Au regard des volumes de déchets présents (environ 2000 m³), il a été constaté que la société DLB exerçait une activité relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées (relative au transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes). Aussi, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 21 octobre 2016 de régulariser sa situation administrative sous un délai de 6 mois. La société DLB a par la suite été radiée. Néanmoins, M. VIDEAU Philippe (ancien représentant de DLB) a poursuivi l'exploitation du site, en tant que personne physique.

Par la suite, le site a fait l'objet de six visites d'inspection (20 juillet 2017, 21 février et 20 novembre 2018, 11 juin 2020, 23 mars 2021 et 25 février 2022). Les arrêtés préfectoraux suivants ont été pris à l'encontre de la société DLB puis de M. VIDEAU (compte tenu de la poursuite des activités par M. VIDEAU en tant que personne physique) :

- arrêté préfectoral du 2 octobre 2017 obligeant la société DLB à consigner entre les mains d'un comptable public une somme de 50 000 € correspondant au coût du nettoyage et de la remise en état du site conformément à l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé : un avis d'admission en non valeur a été émis par la Direction Régionale des Finances Publiques concernant cet arrêté ;
- arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 octobre 2020 (pris à l'encontre de M. VIDEAU) de régulariser la situation administrative du site en déposant un dossier d'enregistrement (suite à la parution du décret n°2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées, les activités exercées relèvent désormais du régime d'enregistrement au titre de la rubrique 2716) ou en cessant ses activités conformément à la réglementation en vigueur ;
- arrêté préfectoral du 27 mai 2021 obligeant M. VIDEAU à consigner entre les mains d'un comptable public une somme de 20 000 € correspondant au coût de la réalisation d'un dossier de cessation d'activités prévu par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 octobre 2020 ;
- arrêté préfectoral du 18 décembre 2023 instituant des servitudes d'utilité publique sur la parcelle section A n°1844 de la commune de ST LOUBES (33450) interdisant les activités de type agricole, aménagement ou construction.

En novembre 2025, une nouvelle visite d'inspection déplorait la dégradation préoccupante de la parcelle avec la présence d'une décharge au Nord de la parcelle et d'une activité illégale de garage et centre VHU. Les deux activités de stockage de déchets non dangereux et centre VHU relevant tous deux de la nomenclature des ICPE (respectivement rubriques 2760-2 au régime de l'autorisation et 2712-2 au régime de l'enregistrement), il a été demandé à M. Videau d'évacuer l'ensemble des déchets présents sur le terrain et d'arrêter toute activité illégale.

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Autre
- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en demeure 2020 (régularisation administrative)	AP de Mise en Demeure du 12/10/2020, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Mise en demeure 2020 (mesures conservatoires)	AP de Mise en Demeure du 12/10/2020, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est observé que les activités illégales de centre VHU et de stockage de déchets non dangereux se poursuivent avec une dégradation inquiétante des parcelles ; qui plus est située à proximité d'un cours d'eau (la Dordogne). Toutefois, M. VIDEAU qui vit seul sur la parcelle et est en situation de handicap, ne semble plus avoir d'emprise sur les activités illicites menées sur le terrain dont il est question.

Vu la difficulté à retrouver les producteurs de déchets et exploitants et la négligence évidente du propriétaire des terrains (la SCI DES CHARTRANS) ; il est proposé d'engager la responsabilité du propriétaire des terrains (SCI DES CHARTRANS). Un second rapport à destination de ce dernier est produit en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure 2020 (régularisation administrative)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/10/2020, article 2
Thème(s) : Autre, Mesures conservatoires
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/11/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 27/03/2026
Prescription contrôlée : <p>Monsieur Philippe VIDEAU, demeurant au 3 route des Valentons à SAINT-LOUBES (33450), est mis en demeure de régulariser sa situation administrative soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en déposant un dossier de demande d'enregistrement, complet et recevable, conformément à l'article R. 512-46-1 du code de l'environnement. - en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-46-25 ;
- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement et d'agrément, ces démarches doivent être réalisées dans un délai de trois mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.) ;
- L'exploitant dispose de 12 mois pour obtenir la régularisation administrative de ses installations. Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

+ Constats inspection 2022 (fiche des constats n°1) :

" Dans son courrier du 21 juillet 2021, l'exploitant s'était engagé à évacuer l'ensemble des déchets d'ici septembre 2021. Or, lors de l'inspection, il a été constaté que des déchets sont encore présents sur le site (au niveau de la zone arrière) et en particulier :

- une dizaine de VHU : l'exploitant affirme que ceux-ci seront évacués dans les jours suivant l'inspection ;
- des pneumatiques usagés : l'exploitant indique qu'ils seront évacués dès lors qu'il disposera des fonds nécessaires à cette opération ;
- des déchets de construction et des déchets non dangereux (plastiques, métaux, bois, etc.) en mélange : le volume de déchets présents a diminué par rapport aux constats de la précédente inspection (une partie des déchets a donc été évacuée mais aucun justificatif n'a été présenté à l'Inspection pour justifier des exutoires). Le volume de déchets en mélange est estimé à environ 300 à 500 m³ (un volume de 2000 m³ avait été constaté lors de la première inspection de 2016). Les photographies prises durant l'inspection figurent en annexe. "

Constats :

Pour rappel lors de la visite d'inspection de novembre 2025, il avait été constaté sur la partie Nord de la parcelle, derrière le hangar situé au centre du terrain :

- Sur la partie Ouest, une activité de réparation de véhicules ainsi que la présence d'une vingtaine de véhicules clairement hors d'usage (moteur démontés, partie plastiques tels que les pare chocs retirés, pneus absents, etc.) sur une surface supérieure à 100 m² (évaluée à 2630 m²). Cette activité est un entreposage de VHU et relève de la rubrique 2712-1 de la nomenclature des ICPE (NICPE) au régime de l'enregistrement ;
- Sur la partie Centre et Est, un dépôt de déchets de déconstruction, dépollution de

véhicule, DNDAE (déchets non dangereux issus d'activités économiques) est constaté sur une surface qui pourrait aller jusqu'à 5000 m2. Certains tas sont posés à même le sol sans protection particulière tandis que d'autres sont recouverts de terre, formant des buttes sur tout l'arrière du terrain. Il est également observé des arbres morts à l'arrière de la parcelle. Cette activité est un stockage de déchets non dangereux illégal et relève de la rubrique 2760-2b de la nomenclature précitée.

Les identités de l'exploitant du garage / centre VHU est inconnu ; de même que celles des producteurs de déchets alimentant la décharge. M. VIDEAU qui vit sur la parcelle ne fournit aucun élément sur l'identité de ces personnes durant la visite d'inspection.

En quatre mois, l'état de la décharge semble s'être dégradé (présence de nouveaux types de déchet tel que des déchets verts, gravats, déchets de chantiers). L'inspection note, avec les gendarmes qui étaient également présents lors du contrôle, **l'état de pollution préoccupant de la parcelle** ; qui plus est située en bordure du cours d'eau qu'est la Dordogne (cf. photos annexées au présent rapport). La présence de deux activités ICPE illégales au droit d'un même terrain, la dégradation des parcelles au fil du temps et visible depuis les vues aériennes ; témoignent d'une négligence évidente de la part des propriétaires de ce terrain afin de prévenir toutes atteintes graves et imminentes à l'environnement et permettre la réutilisation des terrains pour tout autre usage futur.

Enfin, un élément nouveau intervient dans cette affaire depuis la dernière visite concernant le propriétaire du terrain. A la date de la visite d'inspection, soit le 26/03/2026, la parcelle est effectivement détenue par la SCI DE CHARTRANS dont l'actionnaire majoritaire (plus de 90%) et dirigeant est Monsieur AIT AMMAR Amar comme en témoigne l'acte du 01/08/2025 de modification des parts sociales de la société (cf. annexe du présent rapport).

Ainsi, M. VIDEAU ne pouvant être considéré comme propriétaire des parcelles, ou même exploitant des installations illégales dont il est fait mention plus haut, il est proposé de ne pas prendre à son encontre de suites administratives supplémentaires et de se tourner vers le propriétaire des terrains concernés. Ainsi, un second rapport sera produit à l'encontre de la SCI DE CHARTRANS et de son actionnaire principal.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en demeure 2020 (mesures conservatoires)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/10/2020, article 2

Thème(s) : Autre, Mesures conservatoires et nouvel apport de déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/03/2026

Prescription contrôlée :

Monsieur Philippe VIDEAU prendra toutes mesures utiles pour assurer, durant la période nécessaire à l'évacuation de ces déchets, la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'ensemble des justificatifs quant à l'élimination des déchets sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Tout nouvel apport de déchets est interdit.

Constats :

M. VIDEAU ne pouvant être considéré comme propriétaire des parcelles, ou même exploitant des installations illégales dont il est fait mention plus haut il est proposé de ne pas prendre à son encontre de suites administratives supplémentaires et de se tourner vers le propriétaire des terrains concernés. Ainsi un second rapport sera produit à l'encontre de la SCI DE CHARTRANS et de son actionnaire principal.

Type de suites proposées : Sans suite